

LA CONVENTION

Europe

Quelle Europe voulons nous ?

Quelques questions clés pour engager le débat...

Ce document est une aide pour la préparation de la convention Europe du Parti Socialiste. Il s'est nourri de la vingtaine de contributions thématiques sur l'Europe déposées pour le congrès de Marseille.

Conçu sous forme de questionnaire, il aborde les principaux thèmes sur lesquels le Parti Socialiste doit approfondir sa réflexion et prendre position.

Il ne s'agit pas d'un questionnaire auquel il faudrait répondre point par point mais d'un outil, d'un support de réflexion qui propose autant d'angles que de questions pour aborder le débat. Il peut être utilisé individuellement mais surtout entend servir de base à une réflexion collective dans les diverses structures du parti voire dans des réunions ouvertes.

Nous encourageons les sections et les fédérations à se saisir du ou des thèmes qu'elles considèrent comme majeurs, à les approfondir et à faire remonter leurs travaux.

Ce document n'est pas exhaustif. Chaque militant ou chaque organisation du parti est libre d'aborder et de faire remonter d'autres problématiques qui lui paraissent importantes.



Le futur de l'Europe

1. Concernant **le futur de la construction européenne**, êtes-vous optimiste ou pessimiste ?
2. Qu'est ce qui caractérise le mieux à vos yeux ce que devrait être **le nouveau projet européen pour demain la finalité institutionnelle de la construction européen ?**
 - a. Une Europe souveraine
 - a. Une Europe fédérale
 - b. Une Europe confédérale
 - c. Une union d'États-nations
 - d. Une organisation originale, combinant des aspects de différents modèles institutionnels
 - e. Un grand marché économique unifié, intégré dans le marché mondial
 - f. Une Europe sociale et solidaire
 - g. Une Europe écologique
 - h. Une Europe des valeurs et des droits humains et citoyens
3. **Faut-il renforcer les pouvoirs de l'UE, ou ceux des États membres ?** Faut-il « fédéraliser » des politiques qui ne sont pas actuellement du champ de compétence de l'Union ? Si ou lesquelles ? Faut-il « renationaliser » des politiques actuellement traitées par l'UE ? Peut-on concilier la souveraineté des États et celle de l'Union, si oui comment ?
4. **En quoi les multiples crises qui ont impactée l'Europe ces dernières années** (financière, économique, environnementale, énergétique, géopolitiques, institutionnelles, sanitaire, morale) **ont-elles changé ?** Ont-elles modifié votre approche de ce qu'elle est et de ce qu'elle doit être ?



Droits sociaux

Le socle européen des droits sociaux, adopté en 2017, permet à l'Union européenne de fixer un cadre et des objectifs en matière sociale. Après avoir travaillé sur l'équilibre vie privée - vie professionnelle et sur les aidants, l'UE a rendu obligatoire la fixation d'un salaire minimum « par pays. Une directive sur les travailleurs des plateformes est en cours de rédaction. **Mais l'essentiel des matières de la politique sociale relèvent encore de compétences nationale et le dumping social demeure une réalité au sein de l'UE.**

Dans quels domaines considérez-vous que l'Europe devrait fixer des règles communes ou établir des droits universels ?

1. Télétravail
2. Convergence des salaires et harmonisation sociale
3. Indemnisation du chômage
4. Dialogue social et participation des salariés
5. Accompagnement dans le changement d'emploi
6. Mobilité internationale des travailleurs, portabilité des droits
7. Retraites
8. Egalité entre femmes et hommes
9. Accessibilité et handicap
10. Lutte contre les discriminations, notamment envers les personnes LGBTQIA+

Santé

Le Covid a amené l'UE à jouer un rôle nouveau dans le domaine de la santé : création de l'Autorité européenne de préparation et de réaction aux urgences sanitaires (HERA), approbation européenne des vaccins, achats groupés, ...

1. 'affirmation d'une Europe de la santé doit-elle devenir une dimension structurelle de l'UE au-delà de la gestion des crises ?
2. L'Europe doit-elle jouer un rôle dans l'anticipation et la réponse face à tous les types de risques qui pourraient frapper le continent ?
3. Comment l'Europe peut-elle agir pour contribuer à résoudre la crise de l'hôpital public ?

Culture et éducation

1. L'UE doit-elle être plus active dans le domaine de la **culture** et si oui, par quelles initiatives ?
2. **Le multilinguisme et la promotion de la diversité culturelle** devraient-ils devenir une priorité de l'UE ? Y compris dans le cadre du fonctionnement des institutions de l'UE ?
3. Un des plus grands succès de l'UE est le **programme Erasmus** ; faut-il aujourd'hui lui donner un nouvel élan ?
4. Après le succès des systèmes d'équivalence des diplômes l'Europe doit-elle se donner de nouveaux objectifs dans le domaine de **l'éducation** ?

LA CONVENTION

Europe

Bifurcation écologique, environnement et agriculture

L'UE met en œuvre un agenda réglementaire extrêmement ambitieux pour lutter contre le changement climatique : calendrier de déploiement des énergies renouvelables, interdiction des voitures thermiques, interdiction des énergies fossiles dans le bâtiment, taxe carbone au frontière, déploiement des carburants alternatifs dans tous les secteurs des transports, etc. Mais est-ce suffisant ? Et comment aller plus loin ?

1. **L'Europe doit-elle prendre une plus grande part dans le financement de la transition énergétique**, y compris part l'emprunt ?
2. **L'UE doit-elle fixer les paramètres du mix énergétique** dans les États membres, notamment sur la question du nucléaire ?
3. Les tensions importantes sur l'approvisionnement en gaz (Ukraine) justifient-elle d'investir dans des nouvelles infrastructures fossiles à très court terme ?
4. La dimension de la **sobriété** et de la diminution de la consommation d'énergie demeure peu traitée au niveau européen - est-ce un champ d'action possible pour l'UE ?
5. **L'UE en fait-elle suffisamment pour la protection de la biodiversité** ? Faut-il augmenter la taille et le nombre des zones protégées, sur terre et en mer ? Doit-on rendre les règles qui y sont applicables plus contraignantes ?
6. La dernière réforme de la PAC a affiché l'ambition d'un tournant vert pour l'agriculture européenne mais l'essentiel reste à faire. Quels doivent être les priorités pour les futures réformes :
 - a. Interdiction des pesticides
 - b. Soutien à la filière bio et aux pratiques plus vertueuses pour l'environnement
 - c. Souveraineté alimentaire
 - d. Compétitivité à l'international
 - e. Développement des circuits courts
 - f. Augmentation du revenu des agriculteurs

Politique industrielle et commerce international

1. **Faut-il mettre en œuvre une politique industrielle européenne** qui permette de plus fabriquer en Europe ? La Commission a identifié quelques secteurs clés : batteries, puces électroniques, médicaments. Faut-il élargir cette liste, et si oui pour quels domaines ? Et avec quels moyens ?
2. Une politique industrielle plus ambitieuse nécessite-t-elle de réformer la **politique commerciale** de l'UE ?
 - a. Faut-il réviser ou même abroger les traités commerciaux existants ?
 - b. Comment l'UE peut-elle peser dans les instances internationales, comme l'OMC, afin de changer les règles du commerce mondial ?
 - c. Comment mieux prendre en compte nos exigences sociales et environnementales dans nos échanges commerciaux : devoir de vigilance, sanctions commerciales ?
 - d. Quelle rôle pour la commande publiques ? Doit-on mettre en place un « Buy European Act » ?
 - e. Doit-on revoir notre agenda commercial avec les pays en développement et les économies les moins avancées ? Comment peut-on soutenir le développement soutenable au niveau global ?
3. Sur le numérique, l'UE intervient déjà de plusieurs manières (RGPD, taxation des Gafam, ...). Doit-elle être plus active et si oui, dans quels domaines ?

Services publics et concurrence

Les traités européens ne mentionnent pas les services publics, l'Europe reconnaissant seulement des « services d'intérêts généraux » - pour lesquels des obligations de service public demeurent - et des « services d'intérêts économique général », qui ont vocation à fonctionner de manière compétitive sur les marchés.

1. **L'État/L'Europe ont-ils un rôle à jouer dans l'économie ?** Si oui lequel ? Comment définir et organiser les services publics à l'échelle nationale et européenne ?
2. **Doit-on revenir sur les privatisations** opérées dans le cadre de la réalisation du marché unique européen (ferroviaire, énergie, télécom...) ?
3. **L'Europe doit-elle abandonner l'objectif de la « concurrence libre et non faussée » ?**
Faut-il modifier le droit de la concurrence qui vise actuellement à empêcher l'émergence d'acteurs ayant des positions dominantes sur le marché intérieur afin de permettre l'affirmation d'entreprises européennes capables de lutter avec les géants américains ou chinois ?
Doit-on réviser le régime d'aides d'états ?

Migrations

Tout le monde a beau être convaincu que les migrations vont s'amplifier au fil des années, l'Europe est incapable de surmonter les égoïsmes nationaux et de définir ou de faire appliquer une quelconque politique migratoire. L'exemple de l'Ukraine a cependant montré que les pays de l'UE pouvaient accueillir des millions de réfugiés dans des conditions dignes.

1. **Comment l'UE peut-elle garantir la pleine application du droit d'asile** dans les États membres ? Doit-elle sanctionner les États qui le contournent, notamment la France ?
2. **Faut-il relancer le projet d'une répartition entre les États membres des exilés** arrivant sur le territoire européen ? Si oui, selon quelles règles ?
3. L'UE doit-elle se saisir de la prise en charge humanitaire des exilés sur les routes de migration, notamment en Méditerranée ?
4. **L'UE doit-elle aider de façon beaucoup plus substantielle les pays du Maghreb et d'Afrique** à offrir des débouchés sur place à leur jeunesse ?

Défense et sécurité

1. Comment voyez-vous l'avenir de la défense européenne et de l'Europe de la défense ? **Avons-nous besoin d'une armée européenne ?** Quelle articulation entre OTAN et défense européenne ?
2. **Quel rôle doit jouer la France**, seul pays européen à posséder l'arme nucléaire et un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies ?
3. Quelles devraient être les autres priorités européennes en matière de sécurité ?

Politiques budgétaire, fiscale et monétaire

1. **Le Pacte de stabilité et de croissance**, suspendu pendant la pandémie, va être prochainement réformé. Faut-il l'abandonner purement et simplement ou le réformer et comment ? En donnant la priorité par exemple aux investissements verts ?
2. **Le budget européen** demeure à un niveau faible en proportion du PIB (autour de 1%). **Doit-il être augmenté, et dans quelle proportion ?**
3. **Pensez-vous qu'il soit nécessaire d'accroître les ressources propres de l'Union Européenne.** Si oui comment ? (Transfert de certaines recettes des états vers l'UE, par exemple une partie de la TVA ou d'un impôt harmonisé sur les sociétés, taxe sur les transactions financières, correctif taxe carbone aux frontières, taxe sur les super profits directement, impôt sur la fortune européen, contribution sur les plastiques non-recyclés...)
4. **Comment l'UE peut-elle mieux lutter contre la fraude, l'évasion et l'évitement fiscal ?** Faut-il avancer davantage dans l'harmonisation fiscale ?
5. Faut-il revenir sur le mandat de la **BCE** ? Faut-il revenir sur son statut d'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique ?
6. La **politique régionale de l'UE**, qui vise à soutenir la convergence par le haut des régions européens et la cohésion de l'ensemble, doit-elle évoluer ? Si oui comment ?

Gouvernance de l'UE

- 1. L'Europe est-elle assez démocratique ?**
Est-elle assez proche des citoyens et de la réalité du terrain? Comment y remédier ?
- 2. A-t-on besoin d'un nouveau Traité pour l'Europe ?**
Que faudrait-il changer, et comment ?
- 3. Pensez-vous que la règle de l'unanimité** des Etats-membres appliquée dans certains domaines (taxation, politique extérieure, sanction contre des Etats qui enfreignent les règles communautaires) doit être remplacée par une règle de majorité qualifiée (un nombre d'Etats membres représentant un pourcentage de population) ?
- 4. Êtes-vous favorables à l'élargissement de l'UE ?**
 - a. Aux Balkans occidentaux (Serbie, Bosnie Herzégovine, Albanie, Macédoine du Nord, Monténégro) ?**
 - b. À l'Ukraine et la Moldavie ?**
 - c. À la Turquie ?**
 - d. A la Géorgie et au Kosovo (pays tiers dont la candidature n'est pas officiellement reconnue par l'UE) ?**
 - e. A d'autres pays ?**

La réforme des institutions de l'Union **et/ou l'approfondissement de l'Europe sociale doit-elle être un préalable à tout élargissement ?**
- 5. Quels droits nouveaux devraient être données aux citoyens européens ? Comment l'Europe peut-elle faire respecter les des droits humains, par exemple le droit à l'avortement et l'état de droit ?**
- 6. Faut-il accroître le rôle du Parlement européen ?**
Si oui, parmi les points suivants, lesquels vous semblent importants:
 - a. Donner au Parlement un droit d'initiative législatif**
 - b. Étendre le droit de modification du budget, notamment sur la partie recette**
 - c. Renforcer les pouvoirs d'investigation et de contrôle**
- 7. Faut-il transformer la Commission en un véritable gouvernement de l'Europe, qui soit pleinement légitime et contrôlée démocratiquement ?**
- 8. Comment accroître la transparence des travaux du Conseil et le contrôle démocratique de ses décisions ?**
Faut-il accroître le rôle des parlements nationaux à cet égard ? Faut-il transformer le Conseil en Sénat européen ?
- 9. Comment renforcer la lutte contre la corruption, l'influence des lobbys et les ingérences étrangères dans les instances européennes ?**
- 10. Comment garantir l'existence d'un dialogue social efficace au niveau européen ?**
- 11. Comment faire vivre la participation citoyenne au niveau européen ?**